

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

Le succès de la Conférence européenne des villes durables

Après Aalborg, Lisbonne, Hanovre et Séville, c'est Dunkerque qui a accueilli avec succès - et pour la première fois en France - la Conférence européenne des villes durables du 19 au 21 mai dernier. Ce ne sont pas moins de 1700 décideurs européens qui ont fait une magnifique escale à Dunkerque pour trois journées ensoleillées de rencontres et d'échanges.

La richesse des débats alliés à la qualité de l'organisation ont permis de faire de ce rendez-vous européen un événement de référence sur le rôle incontournable des collectivités locales dans la poursuite d'un développement raisonné et soutenable de nos sociétés. Les conclusions de cette réflexion politique et stratégique ont permis l'élaboration de deux « Déclaration de Dunkerque », documents de référence qui seront portés lors du prochain Sommet sur le climat.

Une belle reconnaissance pour notre territoire qui récompense notre savoir-faire dans l'organisation de grands événements mais aussi les engagements pris depuis de nombreuses années en matière de développement durable.

La réforme territoriale inquiète encore et toujours

Après les sénateurs, les députés examinent le second volet de la réforme des collectivités territoriales. Un texte qui n'en finit plus d'inquiéter à Droite comme à Gauche.

Alors que la suppression de la taxe professionnelle accroît déjà l'étranglement financier des collectivités territoriales, cette réforme entend poursuivre ce travail de sape démocratique, en remettant en cause le processus de décentralisation initié par la Gauche en 1982.

La création du conseiller territorial, censé remplacer les conseillers régionaux et généraux, organise la confusion des rôles et le cumul obligatoire des mandats, tournant le dos à la proximité, à la parité et à la clarté. La recentralisation est également particulièrement visible dans le projet de suppression de la clause de compétence générale. Concrètement, cela signifie que les collectivités ne pourront plus soutenir, même modestement, les associations locales, sportives, culturelles qui œuvrent au bénéfice de nos concitoyens.

La réforme des retraites réforme notre progrès social

18 Éric Woerth, Ministre du Travail, a officiellement confirmé ce qui était devenu une évidence ces derniers jours : l'âge légal du départ à la retraite va être repoussé, probablement de manière échelonné jusqu'à 62 ou 63 ans.

Alors que l'engagement d'un débat sur le fond semble de plus en plus difficile à mettre en œuvre tant tout semble déjà arbitré au plus haut niveau de l'exécutif, la majorité présidentielle s'active pour imposer l'image mensongère d'un parti socialiste primitif campé sur le dogme, lui-même qualifié d'archaïque, des « 60 ans ». Or, l'âge légal de départ à la retraite fixé à 60 ans est le fruit d'une longue et courageuse évolution. Certes les données démographiques en modifient le contexte et la réforme du système est à coup sûr nécessaire. Mais en repoussant l'âge légal, on atteindra d'abord les ouvriers et les employés qui, encore aujourd'hui, vivent moins longtemps que les autres. Si l'on touche à l'âge légal on fait alors tourner à l'envers la roue du progrès social.

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

Un SAGE à la CLE

Depuis 2003, un travail de concertation, de débats et de propositions avait été coordonné par la CLE regroupant les professionnels, associations, représentants de l'État et élus afin de faire naître ce précieux outil pour la protection d'une ressource en eau encore trop malmenée par des conflits d'usage. C'est donc avec une grande satisfaction que Louardi Boughedada, président de la CLE, a livré le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) adopté par les préfets départementaux au mois de mars.

Le SAGE a pour objectif de concourir au « bon état écologique » des eaux pour 2015, objectif fixé dans le cadre de la directive européenne cadre sur l'eau. Et de concilier enjeux et besoins du territoire. D'une part, les dispositions du SAGE vont revêtir un caractère réglementaire en s'appliquant aux documents d'urbanisme (Schéma de cohérence territoriale, Plan local d'urbanisme) et ainsi contraindre notamment les communes à réduire l'imperméabilisation des sols, récupérer les eaux de pluie, sauvegarder les zones humides, etc.

De manière plus volontaire, chacun des membres du SAGE est également encouragé à mettre en place des actions afin de répondre aux enjeux précités. Nous avons ainsi pu entendre le témoignage de la ville de Dunkerque, représentée par Marcel Lefèvre, sur le travail de valorisation des canaux mené avec l'association Entrelianes <http://entrelianes.org>. Il sera bientôt possible de relier à pied chacun des espaces de nature des quartiers et de rejoindre terre et mer au-delà de Dunkerque !

En prenant exemple sur cette initiative, de nombreux efforts sont à poursuivre car la médiocrité actuelle de la qualité des eaux est telle que des reports d'objectifs sont déjà prévus jusque 2027. Notre tissu industriel et le peu de regards sur la protection des milieux sont passés par là...

<http://www.elusverts-nordlittoral.fr> - <http://nordlittoral.lesverts.fr>
Les Verts de la région dunkerquoise - 27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque - Tél. 03 28 26 59 78 - Mail : lesverts-nordlittoral@yahoo.fr

ÉLUS COMMUNISTES

Les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent !

Les révélations apportées dernièrement par l'Humanité sont fort significatives : les dix patrons les mieux payés du CAC 40 ont perçu, en 2009, année de grande dépression économique, une rémunération annuelle de 34 millions d'euros... Soit un salaire mensuel moyen de 280 000 euros (à comparer avec celui des smicards : 1 345 euros...). Alors que 13 % de la population, soit un peu plus de 8 millions de Français, vit sous le seuil de pauvreté.

Encore plus scandaleux : au sein de l'Union européenne, en plein désastre économique, les profits des dix principales banques dépassaient l'an dernier les 50 milliards d'euros...

Comment est-ce possible ?

Voici le secret d'un tel miracle : dès l'explosion de la crise bancaire,

à l'automne 2008, les États, via leurs banques centrales, ont prêté massivement, à des taux d'intérêt très faibles, aux banques privées en difficulté pour les sauver de la faillite.

Ces banques ont ensuite utilisé ces masses d'argent bon marché pour prêter à leur tour à des taux beaucoup plus élevés, aux familles, aux entreprises... et aux États eux-mêmes, réalisant ainsi des profits exceptionnels.

Plusieurs États comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne... se retrouvent maintenant lourdement endettés. Pour satisfaire les exigences des spéculateurs, ces mêmes États ont décidé d'imposer à leurs citoyens des plans d'austérité drastiques et brutaux pour payer l'addition.

Ainsi, dans nos sociétés, les riches continuent de s'enrichir en faisant voler en éclat la cohésion sociale.

Combien de temps allons-nous supporter un tel scandale ?

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 - Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

Aux côtés de la majorité municipale, le PRG travaille au bien-être ou au moins au mieux-être des habitants de notre cité. Nous travaillons à l'amélioration des conditions de vie des habitants en œuvrant sur l'habitat tel que les quartiers Neptune et du Jeu de mail, mais, en plus de l'environnement, sur la façon de vivre de nos habitants. Nous devons pour l'avenir changer nos comportements, et les actions menées au niveau des quartiers soit l'illustration de la volonté de notre maire de nous aider à appliquer sur le terrain cette ambition. En cette fin du mois de mai, il était réconfortant de voir les jeunes s'intéresser aux journées de prévention organisées à la maison de quartier des Glacis sous l'égide de Marie-Noëlle Loger. Tous ces jeunes se pressaient autour des nombreuses animations les mettant en garde contre les fléaux de la vie actuelle : accidents de la route, addictions à l'alcool, la drogue, les maladies sexuellement transmissibles...

À l'heure où on ne parle que de retraite, de restriction budgétaire sur la santé, nous pensons d'abord à l'avenir de nos jeunes.

Pour contact : Jacques Willem, résidence Guynemer, 2 rue Jean Delvallez, 59140 Dunkerque.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

« Pas de financement durable des retraites sans une économie en croissance et une réindustrialisation du pays. »

En posant la question du financement des retraites, le gouvernement cherche à fermer le débat en acceptant d'en diminuer le montant et en affichant sa volonté d'en reculer l'âge légal de départ. C'est d'abord en sortant de la politique d'austérité générale qui gagne l'Europe et en activant la croissance par une politique industrielle, de recherche et de formation, seule de nature à augmenter le nombre d'emplois et donc de cotisants - puis en engageant une ac-

tion concertée et coopérative de la zone euro à condition d'en revoir de fond en comble le fonctionnement que seront notamment trouvés les moyens de financer les retraites de demain. L'augmentation de l'âge de départ en retraite n'a aucun sens quand on sait que plus de la moitié des personnes de 57 à 60 ans ne travaillent plus et que les jeunes de 20 à 30 ans galèrent pour entrer sur le marché du travail.

- Les régimes de base doivent être confortés comme régimes par répartition qui fondent les retraites sur la confiance dans l'avenir et la cohésion sociale, en conduisant les cotisants d'aujourd'hui à financer les retraites d'aujourd'hui et à refuser d'augmenter la part de capitalisation, qui ne ferait qu'alimenter la spéculation financière ;

- l'assiette des revenus faisant l'objet de cotisation doit être élargie aux revenus financiers : taxation sur les placements offshore par les banques et firmes françaises, prélèvements sociaux sur les bonus et les stock-options, augmentation du forfait social de l'intéressement et de la participation, CSG sur les revenus du capital encore exonérés. Le droit à la retraite doit être lié à l'espérance de vie. La durée nécessaire de cotisation pour une retraite pleine doit être clairement liée à l'espérance de vie des grandes catégories sociales et professionnelles. Il est en outre nécessaire de prévoir un mécanisme de relèvement des petites pensions sur la longue durée.

Pour contact : www.claudenicolet.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS

Autogestionnaires

Les transformations radicales de la société nécessitent la mobilisation, l'engagement de tous, une démocratie active :

Dans le champ économique, nouveaux droits pour les travailleurs, remise en cause des hiérarchies, développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production, appropriation sociale.

Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour défendre notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales. Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative), contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s, droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers et toutes les élections... Pour une Europe sociale, écologique et démocratique.

Prochaine assemblée générale sur l'autogestion le 1^{er} juin à 18h30 au 25 rue de la paix à Dunkerque et pour plus d'actualités : www.alternatifs.org ou pendant les permanences les mardis de 17h30 à 19h et les samedis de 10h30 à 12h. Tél. 03 28 62 46 02. Mail : l.alternatifs@laposte.net

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

➔ Trop ou pas assez ?

Un hôtel sera construit digue de Mer. Très bien, cela manquait et était attendu depuis... un certain temps. Mais il y aura aussi un restaurant et une brasserie... Sur la digue, combien de brasseries, combien de restaurants déjà ? Près d'une trentaine ! Était-il donc nécessaire d'ajouter de tels équipements de restauration ? Certains pensent que non, alors que d'autres, sans doute plus dynamiques, n'y trouvent rien à redire, décidés à jouer le jeu de la concurrence.

Le prix de la culture

Le théâtre de Dunkerque va subir un profond lifting. Sa façade sera relookée ainsi que l'intérieur des locaux. La scène sera transformée, le hall d'entrée deviendra plus convivial. Tout est fait pour que ce bâtiment ait un aspect plus moderne. Coût de l'opération ? 13,930 millions d'euros, sans compter les avenants, qui viennent alourdir le prix, comme cela a été le cas avec le PLUS de Cappelle-la-Grande. La culture a un prix ! Ne l'oublions jamais.

Réforme des retraites

Beaucoup de déclarations à ce sujet ! Les unes, courageuses et honnêtes, considèrent à juste titre que l'on ne peut continuer ainsi, tandis que beaucoup d'autres laissent courir des propos fallacieux.

Les débats sont en cours, attendons. Mais il convient de rappeler que le départ à la retraite, pour ceux qui n'ont pas les 40 années de cotisation, a toujours été à 65 ans à taux plein et jamais à 60 ans, comme on nous le laisse entendre ! La réforme des retraites doit être celle de toutes les retraites, dans un esprit de justice et d'efficacité. Il faut comprendre la spécificité des statuts de chacun, ne pas opposer la fonction publique et le privé, reconnaître que certains avantages peuvent compenser certains inconvénients. Il faut aussi réduire les disparités entre les systèmes pour que le principe « à contributions égales prestations égales », soit respecté.

L'ISCID a déménagé, un nouveau quartier va naître...

La friche laissée par le départ de l'ISCID (Institut supérieur de commerce international de Dunkerque) sera occupée par de nouveaux logements : 50 % d'habitat social (location et accession) et 50 %, de logements privés. Soit un total de quatre-vingts pour environ 250 personnes au moins. La densification du quartier nous interpelle. En effet, si l'on compte une voiture et demie par logement, cela donne... 120 voitures dans un secteur de l'avenue de la Mer, à Malo, déjà bien encombré... On nous a assuré qu'il y aurait suffisamment de places de parking... Quant à la circulation, elle n'est déjà pas aisée. Qui plus est, la chaussée est en mauvais état tout comme les trottoirs d'ailleurs. Les dimanches d'été, cette avenue majeure devient quasiment impraticable. À quand sa rénovation ?

Droits de l'homme

Dunkerque « l'internationale » arbore les drapeaux des autres pays, bien ! Oui, mais certains sont irrespectueux des Droits de l'homme et il est difficile pour nos consciences de voir flotter le drapeau de l'Iran dans notre cité !

Devoir de mémoire

Pour les cérémonies commémoratives des événements de mai-juin 1940, la mairie de Dunkerque a fait les choses en grand, en XXL ! Beaucoup de visiteurs en effet. Quatre jours pleins et puis... plus rien ou presque. Celui qui, en temps normal, vient chez nous pour retrouver des vestiges de la bataille de Dunkerque risque d'être déçu. Ne pourrait-on pas, parce que nous voulons la paix, entretenir davantage le souvenir de la guerre à

Dunkerque ? Ne pourrait-on tirer un meilleur parti historique de nos blockhaus ou encore de la ferme Nord de Zuydcoote, immortalisée par le célèbre film d'Henri Verneuil ? Pourquoi pas un festival de cinéma des films de guerre ? Le Conseil régional a lancé « les Chemins de la mémoire ». Dunkerque se doit d'être inscrite dans ce programme.

Ne tombons pas dans la plaque

Un coup de fil anonyme nous a indiqué où était entreposée la plaque commémorative du 18 juin 1940 ayant mystérieusement quitté la place qui était la sienne sur la façade du musée (voir le précédent DK-Mag). Dans le sous-sol du théâtre, « tombée un jour de tempête » (version secrète). Renseignements pris auprès des services municipaux, « la plaque a été vandalisée » (version officielle). Nous avons, heureusement, reçu l'assurance qu'elle retrouverait sa place initiale pour le 70^e anniversaire de l'appel du général de Gaulle.

« Ensemble pour Dunkerque » avec Jacqueline Gabant, 12, place du Palais de Justice à Dunkerque. 06 08 61 85 23. E-mail : jacquelinegaban@yahoo.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

➔ Manoot'je

Comme Manoot'je, Dunkerque a deux jambes. L'une, normale et même belle, l'autre, en bois, cassée sur le péristyle de Saint Éloi. La première jambe, la belle, c'est la 6^e Conférence européenne des villes durables. Dunkerque vient d'accueillir un événement d'importance, en grande pompe. Nous y avons mis le paquet, financièrement aussi, mais ça vaut le coup. Tout d'abord, cette conférence prend des résolutions d'importance, en valorisant le développement durable et en demandant que les collectivités en soient les premiers acteurs. Bravo. Ensuite, c'est bon pour l'image de Dunkerque, qui bénéficie de l'événement. Re-bravo. Au passage, ça bénéficie à l'image de Michel Delebarre, mais pourquoi pas, puisque le boulot a été bien fait ? Enfin, pendant quelques jours, entre les journalistes et les participants, avec le bateau hôtel, ça fait tourner le commerce, les taxis, le tourisme. Bref, tout ça fait du bien aux méninges, à l'image et au commerce. Rata-bravo ! L'autre jambe de Dunkerque est en bois et cassée : pour être championne de développement durable, l'agglomération dunkerquoise a encore beaucoup de chemin à faire ! Nous accueillerons bientôt un terminal méthanier, très durable, au voisinage d'une centrale nucléaire, bravo pour la sécurité des habitants, et nous sommes seuls en Europe à prendre ces risques ! La pollution atmosphérique est catastrophique, au moins autant que la santé déplorable des habitants, nous ne cessons de le répéter. Essayez de faire du vélo sur une piste cyclable pour traverser la ville : vous risquez votre vie. Le MoDem demande le tramway pour améliorer les transports en commun, pour limiter l'usage de la voiture, on ne nous répond même plus. Enfin, Dunkerque devrait se poser en modèle européen de ville industrielle propre, c'est tout le contraire qui se produit. Donc, côté façade, on assure, mais pour ce qui est des habitants, de leur santé, de leur bien-être, de leur avenir, c'est vraiment mauvais. Si vous croyez que les journalistes venus à Dunkerque ne s'en sont pas rendu compte, alors vous vous trompez. Ils l'ont écrit. Faut pas les prendre pour des imbéciles. Les Dunkerquois non plus. Sûr, c'est un beau p'tit coot'je !

Édith Varet, Pierre Yana, conseillers municipaux MoDem, « Dunkerque, demain avec vous » 33 rue des Sœurs Blanches, Dunkerque-06 10 26 26 05.

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

➔ Sécurité sur la digue et vidéo surveillance

Sécurité sur la digue : bientôt 6 mois que les grosses têtes de l'UMP et du PS planchent sur le sujet et toujours pas de résultat !

Associations carvalesques : coup de chapeau !

Dernièrement les P'tits Louis ont fait preuve de leur générosité. La bonne santé financière des bals de carnaval devrait permettre d'arrêter les subventions attribuées pour la location du Kursaal.

Marché de Dunkerque : toujours l'impasse

Le déménagement du marché n'en finit pas de faire des remous. L'idée était pourtant séduisante au départ. Là encore c'est la mise en œuvre et la concertation qui ont péché. Le Défi Dunkerquois renouvelle sa demande de places de stationnement gratuites attribuées aux riverains les jours de marché. Ce ne sont pas les macarons distribués par la Ville qui permettent de résoudre le problème.

Le monde à l'envers

Ces dernières semaines, nous avons vu se manifester l'inversion des valeurs : le maire d'Haumont rappelé à l'ordre par le procureur alors qu'il remettait dans le droit chemin de jeunes délinquants - une conductrice de bus qui fait honnêtement son métier depuis des années, convoquée au tribunal pour avoir remis en place un gamin turbulent - des avocats qui collectionnent des plaintes contre les policiers chargés de réprimer les émeutes dans un quartier difficile. Vivement de l'ordre en France !

Retrouvez nos interventions sur notre blog : <http://defidunkerquois@gmail.com>.
Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Il faut mettre fin au capitalisme

Les plans de rigueur se multiplient en Europe. Après le gouvernement grec, ce sont les gouvernements du Portugal, d'Espagne, du Royaume-Uni, d'Italie, de France qui s'en prennent aux salaires, aux retraites, et aux services publics.

Les salariés, les chômeurs, les retraités n'ont jamais vu la couleur des centaines de milliards que les États ont déversés dans l'économie pour soutenir les banquiers spéculateurs. Les gouvernements veulent pourtant les contraindre à rembourser les dettes des autres. Les travailleurs, les classes populaires ne pourront empêcher cette infamie que par des luttes collectives puissantes.

Il faut aussi que mûrisse la conscience que l'organisation économique du capitalisme, en plus d'être injuste et inégalitaire, est absurde et incontrôlable.

Exproprier ces parasites, mettre les banques et les usines sous le contrôle de toute la population, est devenu une exigence pour la survie même de la société.

Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 45.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 45.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 45.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Affaires sociales, logement et politique foncière) : 03 28 26 25 89.
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Wagemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jacques Willem (Marchés publics)
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.